

POUR DIFFUSION

À Washington, le 16 janvier 2017, à 9h00 EST

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

JUSQU'À PUBLICATION

Un paysage économique mondial en mutation

- *Après des résultats médiocres en 2016, l'activité économique devrait s'accélérer en 2017 et en 2018, surtout dans les pays émergents et les pays en développement. Cependant, il existe une large dispersion des résultats possibles de part et d'autre des projections, étant donné l'incertitude qui entoure l'orientation de la politique économique du gouvernement qui va entrer en fonction aux États-Unis et ses ramifications à l'échelle mondiale. Les hypothèses sur lesquelles les prévisions reposent devraient être plus précises d'ici la publication de l'édition d'avril 2017 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), lorsque la politique américaine et ses implications pour l'économie mondiale seront plus clairement définies.*
- *Compte tenu de ces réserves, les estimations et les projections de la croissance globale pour 2016–18 restent inchangées par rapport à l'édition 2016 des PEM. Les perspectives des pays avancés se sont améliorées pour 2017–18, du fait d'un léger affermissement de l'activité au deuxième semestre de 2016 et de la relance budgétaire qui est prévue aux États-Unis. Les perspectives de croissance se sont détériorées légèrement pour les pays émergents et les pays en développement, où les conditions financières se sont durcies de manière générale. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine, en raison de la relance attendue, mais ont été révisées à la baisse pour un certain nombre d'autres grands pays, notamment l'Inde, le Brésil et le Mexique.*
- *Ces prévisions reposent sur l'hypothèse d'un changement du dosage de la politique économique américaine sous la direction du nouveau gouvernement et de ses retombées à l'échelle mondiale. Les services du FMI prévoient maintenant une relance budgétaire à court terme et une normalisation moins progressive de la politique monétaire. Cette projection concorde avec une accentuation de la pente de la courbe des rendements aux États-Unis, la hausse des cours des actions et l'appréciation considérable du dollar américain depuis l'élection du 8 novembre. Ces prévisions incorporent aussi un affermissement des cours du pétrole après l'accord que les pays membres de l'OPEP et plusieurs autres grands producteurs ont conclu pour limiter l'offre.*
- *Si la croissance à court terme risque d'être révisée à la baisse selon le solde des facteurs qui l'influencent, elle pourrait aussi être révisée à la hausse. En particulier, l'activité mondiale pourrait s'accélérer plus vigoureusement si la relance s'avérait plus importante que prévu actuellement aux États-Unis ou en Chine. Parmi les risques de ralentissement notables figurent l'adoption de politiques de repli sur soi et de mesures protectionnistes, un durcissement plus marqué que prévu des conditions financières mondiales, qui pourrait avoir des incidences (et vice versa) sur les faiblesses des bilans dans certaines parties de la zone euro et dans quelques pays émergents, une montée des tensions géopolitiques et un ralentissement plus prononcé en Chine.*



Évolution au deuxième semestre de 2016

La croissance de la production mondiale est estimée à environ 3 % (en taux annualisé) pour le troisième trimestre de 2016, soit un taux plus ou moins inchangé par rapport aux deux premiers trimestres de l'année. Cependant, ce taux moyen stable masque des évolutions divergentes dans les différents groupes de pays. Dans les pays avancés, l'accélération de la croissance a été plus vigoureuse que prévu, principalement en raison de la réduction du frein exercé par les stocks et d'un redressement de la production manufacturière. Mais cette accélération est allée de pair avec un ralentissement inattendu dans quelques pays émergents, principalement à cause de facteurs idiosyncratiques. Les indicateurs avancés, tels que les indices des directeurs des achats, sont restés solides au quatrième trimestre dans la plupart des régions.

Parmi les pays avancés, l'activité a rebondi vigoureusement aux États-Unis après un premier semestre médiocre en 2016, et l'économie approche le plein emploi. La production reste inférieure à son potentiel dans plusieurs autres pays avancés, notamment dans la zone euro. Les taux de croissance préliminaires pour le troisième trimestre ont été un peu meilleurs que prévu dans quelques pays, tels que l'Espagne et le Royaume-Uni, où la demande intérieure a résisté mieux que prévu à la suite du vote du Brexit. Les révisions rétrospectives de la croissance indiquent que le taux de croissance au Japon en 2016 et les années précédentes a été plus élevé que les estimations¹.

La situation des pays émergents et des pays en développement reste bien plus diverse. Le taux de croissance en Chine a été un peu plus élevé que prévu, grâce à la poursuite de la relance. Mais l'activité a été plus faible qu'attendu dans

quelques pays d'Amérique latine qui se trouvent actuellement en récession, tels que l'Argentine et le Brésil, ainsi qu'en Turquie, qui a fait face à une forte contraction de ses recettes touristiques. En Russie, l'activité a été légèrement plus vigoureuse que prévu, en partie du fait d'un affermissement des prix du pétrole.

Prix des produits de base et inflation. Les prix du pétrole ont augmenté ces dernières semaines, sous l'effet de l'accord conclu par les principaux producteurs pour réduire l'offre. Étant donné la vigueur de l'investissement dans les infrastructures et l'immobilier en Chine, ainsi que les anticipations d'un assouplissement de la politique budgétaire aux États-Unis, les prix des métaux de base sont montés aussi. L'inflation globale s'est redressée dans les pays avancés ces derniers mois, les prix des produits de base ayant touché leur niveau le plus bas, mais l'inflation hors alimentation et énergie est restée plus ou moins inchangée et généralement inférieure aux objectifs fixés. L'inflation a repris en Chine : les réductions des capacités et la hausse des prix des produits de base ont fait monter les prix à la production après plus de quatre années de déflation. Dans les autres pays émergents et pays en développement, l'évolution de l'inflation a été hétérogène, du fait des évolutions divergentes des taux de change et de facteurs idiosyncratiques.

Évolution des marchés financiers. Les taux d'intérêt nominaux et réels à long terme ont augmenté considérablement depuis août (la période de référence pour l'édition d'octobre 2016 des PEM), en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis depuis l'élection de novembre. Au 3 janvier 2016, les rendements nominaux des obligations du Trésor américain à 10 ans avaient augmenté de près de 1 point de pourcentage depuis août et de 60 points de base depuis

¹ En raison de l'augmentation globalement parallèle des estimations de la croissance potentielle effectuées par les

services du FMI, la révision n'a pas modifié sensiblement l'estimation de l'écart de production au Japon.

l'élection américaine. Ces variations s'expliquent principalement par la modification attendue du dosage de la politique économique aux États-Unis. En particulier, la politique budgétaire américaine devrait prendre un tour plus expansionniste : l'augmentation future de la demande impliquera davantage de tensions inflationnistes et une normalisation moins progressive de la politique monétaire américaine. L'augmentation des rendements à long terme dans la zone euro depuis août a été plus modérée — environ 35 points de base en Allemagne, mais 70 points de base en Italie, du fait de l'incertitude élevée qui entoure la situation politique et le secteur bancaire. La Réserve fédérale américaine a relevé le taux d'intérêt à court terme en décembre, comme prévu, mais, dans la plupart des autres pays avancés, la politique monétaire est restée plus ou moins inchangée. Dans les pays émergents, les conditions financières ont été hétérogènes, mais durcies de manière générale, avec une hausse des taux d'intérêt à long terme pour les obligations en monnaie locale, surtout dans les pays émergents d'Europe et en Amérique latine. Les variations des taux directeurs depuis août ont reflété aussi cette hétérogénéité — avec des relèvements des taux au Mexique et en Turquie, et des baisses au Brésil, en Inde et en Russie —, de même que les fluctuations des écarts de l'indice des obligations des pays émergents (Emerging Market Bond Index, EMBI).

Taux de change et flux de capitaux. Le dollar américain s'est apprécié en valeur effective réelle de plus de 6 % depuis août. Les monnaies des pays avancés exportateurs de produits de base se sont affermies aussi, du fait de la hausse des prix des produits de base, tandis que l'euro et en particulier le yen se sont affaiblis. Les monnaies de plusieurs pays émergents se sont dépréciées sensiblement ces derniers mois, principalement la lire turque et le peso mexicain, tandis que les monnaies de plusieurs pays exportateurs de produits de base, principalement la Russie, se sont appréciées. Dans les pays émergents, des données

préliminaires font état de sorties considérables d'investissements de portefeuille de non-résidents au lendemain de l'élection américaine, après plusieurs mois où ces capitaux étaient entrés en masse.

Prévisions

La croissance mondiale pour 2016 est maintenant estimée à 3,1 %, comme prévu en octobre 2016. L'activité économique dans les pays avancés ainsi que dans les pays émergents et les pays en développement devrait s'accélérer en 2017–18 : la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % et 3,6 %, respectivement, des taux inchangés ici aussi par rapport aux prévisions d'octobre.

Dans les pays avancés, il est maintenant prévu que la croissance atteindra 1,9 % en 2017 et 2,0 % en 2018, soit 0,1 et 0,2 point de pourcentage de plus que prévu en octobre, respectivement. Comme indiqué, cette prévision est particulièrement incertaine étant donné les changements qui pourraient être apportés à la politique économique américaine lorsque le nouveau gouvernement entrera en fonction. La projection pour les États-Unis est la plus probable parmi un large éventail de scénarios possibles. Elle suppose une relance budgétaire qui porte la croissance à 2,3 % en 2017 et à 2,5 % 2018, soit une augmentation cumulée de ½ point de pourcentage du PIB par rapport à la prévision d'octobre. Les projections de croissance pour 2017 ont été révisées à la hausse aussi pour l'Allemagne, le Japon, l'Espagne et le Royaume-Uni, principalement du fait de résultats meilleurs que prévu pendant la dernière partie de 2016. Cette révision à la hausse fait plus que compenser les révisions à la baisse des perspectives de l'Italie et de la Corée.

Cependant, l'accélération attendue de la croissance dans les pays émergents et les pays en développement est l'explication principale de l'amélioration des perspectives mondiales pour 2017–18. Comme indiqué dans l'édition d'octobre

dernier des PEM, cette projection s'explique dans une large mesure par une normalisation progressive de la situation dans un certain nombre de grands pays confrontés aujourd'hui à des tensions macroéconomiques. La croissance dans les pays émergents et les pays en développement est aujourd'hui estimée à 4,1 % pour 2016, et devrait atteindre 4,5 % en 2017, soit 0,1 point de pourcentage de moins que prévu en octobre. Une nouvelle accélération de la croissance, à 4,8 %, est prévue pour 2018.

- Il est à noter en particulier que la prévision de croissance pour 2007 a été révisée à la hausse pour la Chine (à 6,5 %, soit 0,3 point de pourcentage de plus que prévu en octobre), du fait de la poursuite attendue de la relance. Cependant, le recours continu à des mesures de relance, avec une expansion rapide du crédit et une lente réduction de l'endettement des entreprises, en particulier pour ce qui est de durcir les contraintes budgétaires des entreprises publiques, agite la menace d'un ralentissement plus brutal ou d'un ajustement qui aurait des effets perturbateurs. Ces risques peuvent être aggravés par les pressions des sorties de capitaux, surtout dans un environnement extérieur plus instable.
- Les prévisions pour le Nigéria ont été révisées à la hausse aussi, principalement en raison de l'augmentation de la production pétrolière qui fait suite à l'amélioration de la situation sur le plan de la sécurité.

Par contre, les prévisions de croissance pour 2017 ont été révisées à la baisse dans plusieurs autres régions :

- En Inde, les prévisions de croissance pour l'exercice en cours (2016–17) et le prochain ont été réduites de 1 point de

pourcentage et de 0,4 point de pourcentage, respectivement, principalement à cause de la baisse de la consommation due à la pénurie de liquidités et aux perturbations des paiements liées au retrait de la circulation et à l'échange de billets qui ont eu lieu récemment.

- Dans les autres pays émergents d'Asie, la croissance a été révisée à la baisse aussi en Indonésie, du fait d'un investissement privé plus faible que prévu, et en Thaïlande, étant donné un ralentissement temporaire de la consommation et du tourisme
- En Amérique latine, la révision à la baisse de la croissance tient dans une large mesure à une modération des anticipations d'une reprise à court terme en Argentine et au Brésil après une croissance inférieure aux prévisions au deuxième semestre de 2016, à un durcissement des conditions financières et, dans le cas du Mexique, à une augmentation des vents contraires liés à l'incertitude entourant les États-Unis et à la détérioration continue de la conjoncture au Venezuela.
- Au Moyen-Orient, la croissance en Arabie saoudite devrait être plus faible que prévu en 2017 du fait de la réduction de la production de pétrole qui résulte de l'accord récent de l'OPEP, tandis que les conflits civils continuent de peser lourdement sur plusieurs autres pays.

Facteurs influant sur les perspectives

Les perspectives de la croissance mondiale ont des chances d'être révisées dans les deux sens, mais, au total, les risques de ralentissement prédominent, surtout à moyen terme :

- De récents événements politiques mettent en évidence l'effilochage du consensus sur les avantages de l'intégration économique internationale. Une aggravation des déséquilibres mondiaux, conjuguée à des variations brutales des taux de change, qui feraient suite à des réorientations majeures de la politique économique, pourrait encore accentuer les tensions inflationnistes. Une augmentation des restrictions au commerce mondial et aux migrations nuirait à la productivité et aux revenus, et aurait immédiatement des effets néfastes sur l'état d'esprit des opérateurs des marchés.
 - Dans les pays avancés où les bilans restent compromis, une insuffisance prolongée de la demande privée et un manque de progrès sur le plan des réformes (y compris dans la réparation des bilans bancaires) pourraient conduire à une croissance et à une inflation durablement plus basses, avec des implications négatives pour la dynamique de la dette.
 - Outre les risques déjà mentionnés dans la section précédente, il subsiste des facteurs de vulnérabilité structurels dans quelques autres grands pays émergents. L'endettement élevé des entreprises, la diminution de la rentabilité, la fragilité des bilans bancaires et le faible niveau des amortisseurs implique que ces pays restent exposés à un durcissement des conditions financières mondiales, à des retournements des flux de capitaux et aux implications de dépréciations brutales sur les bilans. Dans beaucoup de pays à faible revenu, le bas niveau des prix des produits de base et les politiques expansionnistes ont mis à mal les amortisseurs budgétaires et ont conduit dans certains cas à une situation économique précaire, qui accroît leur
- vulnérabilité à de nouveaux chocs extérieurs.
- Les risques géopolitiques et une série d'autres facteurs non économiques continuent de peser sur les perspectives de diverses régions : les guerres civiles et les conflits internes dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique, la détresse des réfugiés et des migrants dans les pays voisins et en Europe, les actes de terreur dans le monde entier, les effets prolongés d'une sécheresse en Afrique orientale et septentrionale, ainsi que la propagation du virus Zika. Si ces facteurs s'intensifiaient, ils accentueraient les difficultés dans les pays directement touchés. Une aggravation des tensions géopolitiques et du terrorisme pourrait aussi avoir des effets très néfastes sur la confiance et l'état d'esprit des opérateurs des marchés à l'échelle mondiale.
 - Parmi les facteurs qui pourraient conduire à une révision à la hausse des perspectives de croissance, les mesures de relance aux États-Unis et/ou en Chine pourraient avoir un effet plus marqué sur l'activité que celui qui est incorporé dans les prévisions actuelles, ce qui entraînerait aussi un redressement de l'activité plus vigoureux chez leurs partenaires commerciaux à moins que les retombées positives soient atténuées par des mesures commerciales protectionnistes. Parmi les facteurs positifs figure aussi une augmentation de l'investissement si la confiance dans la reprise de la demande mondiale s'affermir, comme semblent l'indiquer certains indicateurs des marchés financiers.

Action

Les prévisions de base pour l'économie mondiale font état d'une accélération de la croissance sur le

reste de l'horizon par rapport au rythme modéré de cette année, dans le contexte de l'état d'esprit positif sur les marchés financiers, en particulier dans les pays avancés. Néanmoins, le risque d'une déception est élevé, comme le soulignent les révisions à la baisse successives de ces dernières années. Dans ce contexte, et étant donné la diversité des positions conjoncturelles et de la marge de manœuvre disponible, les priorités diffèrent d'un pays à l'autre :

- Dans les pays avancés où les écarts de production demeurent négatifs et où les pressions sur les salaires sont modérées, le risque de persistance d'une inflation basse (ou d'une déflation, dans certains cas) subsistent. La politique monétaire doit donc rester accommodante, et s'appuyer sur des mesures non conventionnelles si nécessaire. Mais une politique monétaire accommodante à elle seule ne permettra pas d'accroître suffisamment la demande, et, pour imprimer un élan, il reste donc essentiel d'engager une relance budgétaire, calibrée en fonction de la marge de manœuvre disponible et axée sur des mesures qui protègent les groupes vulnérables et rehaussent les perspectives de croissance à moyen terme. Dans les cas où l'ajustement budgétaire ne peut pas être remis à plus tard, il convient d'en calibrer le rythme et la composition de manière à freiner la production le moins possible.
- Dans les pays avancés où les écarts de production sont largement négatifs, toute relance budgétaire doit viser à renforcer le dispositif de protection sociale (notamment pour faciliter l'intégration des réfugiés dans certains cas) et à accroître la production potentielle à long terme en investissant dans des infrastructures de qualité et en opérant des réformes fiscales propices à l'offre et équitables. Dans ces cas-là, des anticipations inflationnistes bien ancrées devraient permettre de normaliser progressivement la politique monétaire.
- De manière plus générale, les politiques macroéconomiques accommodantes doivent être accompagnées par, et faciliter, des réformes structurelles qui peuvent enrayer le déclin de la production potentielle : il s'agit entre autres d'accroître le taux d'activité, d'encourager l'investissement dans les qualifications, d'améliorer l'adéquation de l'offre et de la demande sur le marché du travail, de libéraliser l'entrée dans les professions fermées, d'accroître le dynamisme et l'innovation sur les marchés de produits et de services, ainsi que de promouvoir l'investissement des entreprises, notamment dans la recherche et le développement.
- Les pays émergents et les pays en développement sont confrontés à des positions conjoncturelles et à des problèmes structurels extrêmement divers. En général, un renforcement de la résilience financière peut réduire la vulnérabilité à un durcissement des conditions financières mondiales, aux variations brutales des taux de change et aux risques de retournement des flux de capitaux. Les pays qui ont une dette non financière élevée et croissante ou des engagements extérieurs non couverts, ou qui recourent largement à des emprunts à court terme pour financer leurs investissements à plus long terme, doivent adopter des pratiques plus solides pour la gestion de leurs risques et limiter les asymétries sur leurs bilans.
- Dans les pays à faible revenu où les amortisseurs budgétaires ont diminué au

cours des dernières années, il est prioritaire : de rétablir ces amortisseurs, tout en maintenant l'efficacité des dépenses indispensables dans l'équipement et le secteur social, de renforcer la gestion de la dette, d'accroître les recettes intérieures et de mettre en œuvre des réformes structurelles, notamment dans l'éducation, qui ouvrent la voie à une diversification de l'économie et à une augmentation de la productivité.

- Pour les pays les plus durement touchés par la baisse des prix des produits de base, l'affermissement récent du marché offre un certain répit, mais il est urgent de procéder à un ajustement de manière à rétablir la stabilité macroéconomique. Il s'agit de laisser le taux de change s'ajuster dans les pays qui n'ont pas de parité fixe, de durcir la politique monétaire selon les besoins pour faire face à une accélération de l'inflation et de veiller à ce que l'assainissement nécessaire des finances publiques nuise le moins possible à la croissance. Ce dernier point est particulièrement important dans les pays qui ont une parité fixe, car le taux de change ne peut y servir d'amortisseur. À plus long terme, les pays qui sont très tributaires d'un ou plusieurs produits de base doivent chercher à diversifier la gamme de leurs exportations.
- Comme la croissance est faible et que la marge de manœuvre est limitée dans beaucoup de pays, une *action multilatérale* demeure nécessaire dans plusieurs domaines afin de réduire au minimum les risques pesant sur la stabilité financière et de pérenniser l'amélioration du niveau de vie à l'échelle mondiale. Cet effort doit être déployé simultanément sur plusieurs fronts. Pour partager plus largement les

avantages à long terme de l'intégration économique, les dirigeants doivent veiller à ce que des initiatives bien ciblées soient en place pour aider ceux qui souffrent de l'ouverture au commerce et pour les rendre mieux à même de trouver un emploi dans les secteurs de l'économie qui se développent. Pour des raisons d'équité économique, il convient aussi de s'efforcer au niveau multilatéral et national de combattre la fraude fiscale et d'éviter les pratiques d'évasion fiscale. Il convient de continuer de renforcer la résilience du système financier, notamment en recapitalisant des établissements et en nettoyant les bilans si nécessaire, en mettant en place des dispositifs efficaces de résolution bancaire au niveau national et international, et en s'attaquant aux risques liés aux intermédiaires non bancaires. Un dispositif mondial de sécurité plus solide peut protéger des pays dont les paramètres économiques fondamentaux sont robustes, mais qui sont peut-être vulnérables à des effets de contagion et d'entraînement internationaux. Enfin, la coopération multilatérale est indispensable aussi face à des enjeux mondiaux importants à plus long terme, par exemple atteindre les objectifs de développement durable de 2015, atténuer le changement climatique et y faire face, ainsi qu'éviter la propagation des épidémies à l'échelle mondiale.

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre 2/		
	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'octobre 2016 ^{1/}		Estimation	Projections	
	2015	2016	2017	2018	2017	2018	2016	2017	2018
Production mondiale	3,2	3,1	3,4	3,6	0,0	0,0	3,1	3,6	3,6
Pays avancés	2,1	1,6	1,9	2,0	0,1	0,2	1,8	1,9	2,0
Etats-Unis	2,6	1,6	2,3	2,5	0,1	0,4	1,9	2,3	2,5
Zone euro	2,0	1,7	1,6	1,6	0,1	0,0	1,6	1,6	1,5
Allemagne	1,5	1,7	1,5	1,5	0,1	0,1	1,7	1,6	1,5
France	1,3	1,3	1,3	1,6	0,0	0,0	1,1	1,7	1,5
Italie	0,7	0,9	0,7	0,8	-0,2	-0,3	1,0	0,7	0,8
Espagne	3,2	3,2	2,3	2,1	0,1	0,2	2,9	2,2	2,0
Japon 3/	1,2	0,9	0,8	0,5	0,2	0,0	1,5	0,8	0,5
Royaume-Uni	2,2	2,0	1,5	1,4	0,4	-0,3	2,1	1,0	1,8
Canada	0,9	1,3	1,9	2,0	0,0	0,1	1,6	2,0	2,0
Autres pays avancés 4/	2,0	1,9	2,2	2,4	-0,1	0,0	1,7	2,5	2,6
Pays émergents et pays en développement	4,1	4,1	4,5	4,8	-0,1	0,0	4,2	5,1	5,1
Communauté des États indépendants	-2,8	-0,1	1,5	1,8	0,1	0,1	0,3	1,3	1,5
Russie	-3,7	-0,6	1,1	1,2	0,0	0,0	0,3	1,1	1,3
Russie non comprise	-0,5	1,1	2,5	3,3	0,2	0,4	...	...	...
Pays émergents et en développement d'Asie	6,7	6,3	6,4	6,3	0,1	0,0	6,1	6,6	6,3
Chine	6,9	6,7	6,5	6,0	0,3	0,0	6,6	6,5	6,0
Inde 5/	7,6	6,6	7,2	7,7	-0,4	0,0	6,2	7,9	7,6
ASEAN-5 6/	4,8	4,8	4,9	5,2	-0,2	0,0	4,3	5,3	5,3
Pays émergents et en développement d'Europe	3,7	2,9	3,1	3,2	0,0	0,0	2,8	2,6	3,3
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-0,7	1,2	2,1	-0,4	0,0	-0,7	1,7	2,0
Brésil	-3,8	-3,5	0,2	1,5	-0,3	0,0	-1,9	1,4	1,7
Mexique	2,6	2,2	1,7	2,0	-0,6	-0,6	1,9	1,4	2,4
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	2,5	3,8	3,1	3,5	-0,3	-0,1	...	...	...
Arabie saoudite 7/	4,1	1,4	0,4	2,3	-1,6	-0,3	...	...	...
Afrique subsaharienne	3,4	1,6	2,8	3,7	-0,1	0,1	...	...	...
Nigéria	2,7	-1,5	0,8	2,3	0,2	0,7	...	...	...
Afrique du Sud	1,3	0,3	0,8	1,6	0,0	0,0	0,6	1,0	1,9
<i>Pour mémoire</i>									
Pays en développement à faible revenu	4,6	3,7	4,7	5,4	-0,2	0,2	...	...	...
Croissance mondiale calculée sur la base des cours de change	2,6	2,4	2,8	3,0	0,0	0,1	2,5	2,9	2,9
Volume du commerce mondial (biens et services) 8/	2,7	1,9	3,8	4,1	0,0	-0,1	...	...	...
Pays avancés	4,0	2,0	3,6	3,8	-0,1	-0,3	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	0,3	1,8	4,0	4,7	0,1	0,4	...	...	...
Cours des matières premières (en dollars)									
Pétrole 9/	-47,2	-15,9	19,9	3,6	2,0	-1,2	15,0	7,6	2,5
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des exportations mondiales de matières premières)	-17,4	-2,7	2,1	-0,9	1,2	-0,2	6,6	0,2	-1,4
Prix à la consommation									
Pays avancés	0,3	0,7	1,7	1,9	0,0	0,0	1,0	1,8	2,0
Pays émergents et pays en développement 10/	4,7	4,5	4,5	4,4	0,1	0,2	3,9	4,0	3,9
Taux du LIBOR (pourcentage)									
Dépôts en dollars (6 mois)	0,5	1,0	1,7	2,8	0,4	0,7	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,1	0,2	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	...	...	...

Note : On suppose que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 4 novembre et le 2 décembre 2016. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières.

1/ Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles, ainsi que celles des PEM d'octobre 2016.

2/ Pour la production mondiale, les pays inclus dans l'agrégation des estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parité de pouvoir d'achat. Pour la production des pays émergents et des pays en développement, les pays inclus dans l'agrégation des estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle de ces pays en parité de pouvoir d'achat.

3/ Les données rétrospectives des comptes nationaux du Japon reflètent une révision exhaustive des autorités nationales, publiée en décembre 2016. Les révisions principales sont le passage du Système de comptabilité nationale 1993 au Système de comptabilité nationale 2008 et la mise à jour de l'année de référence de 2005 à 2011.

4/ Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

5/ Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

6/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

7/ Lorsque les prévisions ont été arrêtées, une série révisée relative au PIB trimestriel correspondant aux nouvelles données sur le PIB annuel n'avait pas été publiée. En conséquence, il n'y a pas de chiffres de croissance du 4^e trimestre au 4^e trimestre.

8/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

9/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2016 était de 42,7 dollars le baril; hypothèses, au 6 décembre 2016, sur la base des marchés à terme, pour 2017 : 51,2 dollars le baril, et pour 2018 : 53,0 dollars le baril.

10/ Hors Argentine et Venezuela.

